

RÉTROSPECTIVE D'IDA-19

Faire face à de nombreuses crises sur le chemin de 2030 : croissance, populations, résilience

Exercices 21 et 22

Résumé analytique



IDA

International Development
Association
WORLD BANK GROUP



Résumé analytique

La présente rétrospective revient sur la 19^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-19). L'enveloppe de 82 milliards de dollars au titre d'IDA-19, dont 23,5 milliards de dollars de contributions de bailleurs de fonds, devait au départ servir à accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD). Les Participants à l'IDA ont tenu leur dernière réunion dans le cadre de la reconstitution en décembre 2019, alors que les premiers signes de la pandémie imminente étaient à peine perceptibles. Très vite, la situation a brutalement changé et le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que la flambée de nouveau coronavirus (COVID-19) constituait une pandémie. C'était à quelques mois seulement du début prévu d'IDA-19.

Durant ce cycle, le Groupe de la Banque mondiale, dont l'IDA, a apporté une riposte prompte et de grande ampleur alors que les pays partenaires étaient aux prises avec les conséquences de la COVID-19. Le 3 mars 2020, le Conseil des Administrateurs a approuvé l'intervention urgente du Groupe de la Banque mondiale à l'appui des ripostes des pays admis à emprunter à

l'IDA et à la BIRD à la COVID-19. Le Conseil a accepté la mise en place d'un mécanisme de financement accéléré pour lutter contre la COVID-19, dont les ressources constituées des apports de l'IDA, de la BIRD et de la Société financière internationale (IFC) et destinées à la riposte sanitaire et à l'acquisition des vaccins ont finalement atteint un montant de 34 milliards de dollars.

Après la riposte immédiate à la COVID-19, les Participants à l'IDA et la direction se sont réunis pour adopter des ajustements historiques devant permettre à IDA-19 de répondre aux besoins des pays IDA en crise. Ces ajustements ont stimulé la riposte à la pandémie, sans compromettre les engagements de base de l'IDA. Pour la première fois dans l'histoire de l'institution, les parties prenantes, citant sa plateforme singulièrement efficace, ont approuvé la recommandation de déclencher la reconstitution des ressources de l'IDA un an plus tôt que prévu, raccourcissant ainsi le cycle d'IDA-19 de trois à deux ans. Cette décision a permis d'apporter 16 milliards de dollars supplémentaires à l'enveloppe mise à la disposition des pays IDA pour leurs ripostes à la COVID-19 durant les exercices 21 et 22. L'enveloppe

de financement d'IDA-19 a alors été ramenée de 82 à 71 milliards de dollars, 11 milliards étant transférés à IDA-20. La structure globale du système d'évaluation des résultats (RMS) de l'IDA et les engagements stratégiques, adoptés à l'appui des cinq thèmes particuliers d'IDA-19, ont été maintenus. Pour mieux illustrer la réduction de la période de mise en œuvre et les nouvelles priorités, les fourchettes/valeurs attendues de 16 des 20 indicateurs de niveau 2 du RMS, de même que les cibles de 15 des 44 engagements stratégiques ont été révisées.

L'IDA a fourni de nouveaux financements record d'un montant de 75 milliards de dollars pour aider les pays à répondre à leurs besoins urgents tout en mettant en œuvre les priorités de développement à long terme. Les engagements annuels ont considérablement augmenté en moyenne, et les engagements totaux au cours des deux années considérées équivalaient presque à ceux des trois années du cycle d'IDA-18. La part des soldes non décaissés dans le portefeuille des projets en cours est restée absolument conforme aux moyennes historiques en dépit de l'accroissement du portefeuille, illustrant une bonne capacité d'exécution et d'absorption. Les décaissements, qui se sont élevés au total à 44,1 milliards de dollars sur les deux années concernées, ont permis de produire des résultats concrets au profit des personnes en détresse. Cette amplification de la capacité d'IDA a permis aux pays partenaires de continuer à fournir les services essentiels et à progresser sur les priorités de développement, en même temps qu'ils répondaient à la COVID-19 et à d'autres défis. De surcroît, le 1,7 milliard de dollars investi par l'IDA dans le Guichet de promotion du secteur privé a mobilisé 8,2 milliards apportés par IFC, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et des tiers pour accompagner les investissements du secteur privé dans les pays IDA.

L'IDA a orienté les financements vers les domaines qui en avaient besoin. Elle a continué d'accroître la part des financements destinés aux pays d'Afrique, qui ont bénéficié de 71 % des engagements (53 milliards de dollars) durant le cycle. Conformément à la [Stratégie du Groupe de la Banque mondiale relative à la fragilité, aux conflits et à la violence](#) (FCV), l'IDA a aussi augmenté les ressources mises à la disposition des pays en situation de fragilité et de conflit, notamment par le biais de la nouvelle enveloppe pour la fragilité, les conflits et la violence (Enveloppe FCV). Les pays en situation de fragilité et de conflit ont bénéficié de 41 % des engagements au titre d'IDA-19 (30,5 milliards de dollars), presque le triple de leur enveloppe durant IDA-16. Les engagements en

faveur des petits États ont de même quasiment triplé par rapport à IDA-16, atteignant des niveaux inédits durant IDA-19 (2,5 milliards de dollars). La plupart des engagements ont été exécutés par le biais des allocations individuelles. Les guichets de l'IDA ont complété les allocations individuelles par des ressources supplémentaires visant des priorités mondiales telles que les investissements régionaux, la riposte aux crises, les investissements en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil, les investissements aux effets transformateurs et les incitations à l'investissement privé. L'IDA a utilisé son mécanisme de réaffectation durant le cycle pour réaffecter un montant total de 7,4 milliards de dollars en vue du financement de domaines d'intervention prioritaires et de besoins urgents, comme la COVID-19, les initiatives liées à la vaccination, l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles.

En dépit des revers importants subis par les pays membres sur le plan du développement, l'IDA a produit des résultats et maintenu les avancées sur les priorités de développement. Grâce à ses financements, l'IDA a pu s'illustrer dans la riposte aux crises comme dans d'autres domaines prioritaires, notamment le changement climatique. Son système d'évaluation des résultats a mesuré ses réalisations, mettant en évidence la portée et l'ampleur des interventions. Plus de 170 personnes ont bénéficié directement des filets sociaux financés par l'IDA. Dans les pays en situation de fragilité et de conflit, plus de 82 millions de personnes ont bénéficié de services essentiels dans le domaine Santé, nutrition et population. Et l'IDA a fourni des financements climatiques à hauteur de 25,4 milliards de dollars. Au total, 60 % de ces financements (soit 15,2 milliards de dollars) étaient destinés aux efforts d'adaptation, un chiffre qui contraste fortement avec le taux estimé du financement climatique au niveau mondial en faveur de l'adaptation (7,5 %). Des dizaines de millions de personnes ont bénéficié d'interventions visant l'emploi et d'un meilleur accès à l'électricité et à l'eau. L'IDA a aussi continué d'investir dans les cinq thèmes particuliers suivants : Emplois et transformation économique ; Genre et développement ; Changement climatique ; Fragilité, conflits et violence ; et Gouvernance et institutions ; elle s'est en outre systématiquement intéressée aux questions prioritaires que sont le capital humain, la dette, l'inclusion des personnes handicapées et la technologie grâce à l'introduction récente de Questions transversales. Grâce au travail ardu des clients et des services du Groupe de la Banque mondiale, la plupart des cibles des engagements stratégiques - environ 80 % - ont été



atteintes ou dépassées. Le présent rapport s'attarde particulièrement sur le capital humain, qui a beaucoup pâti de la pandémie. Cette rétrospective s'accompagne par ailleurs d'un examen à mi-parcours de la Politique de financement durable du développement qui passe en revue l'action de l'IDA en faveur de la viabilité de la dette, un domaine de plus en plus important.

Ce cycle a permis de tirer de précieux enseignements concernant les atouts de base de l'IDA. IDA-19 a mis en évidence la capacité fondamentale de l'IDA à financer des priorités à long terme tout en favorisant des investissements qui répondent aux défis mondiaux naissants. Dans son rôle fédérateur, l'IDA a collaboré avec les pays emprunteurs et donateurs pour ensemble rechercher des solutions, mener des interventions utiles et suivre les progrès afin de faire face à des défis mondiaux incarnés notamment par la pandémie en début de cycle et les conséquences économiques de l'invasion russe de l'Ukraine vers les derniers mois de cette période biennale. Le cycle a révélé la capacité de l'IDA à se déployer dans des contextes difficiles, notamment des carences logistiques importantes.

Cependant, IDA-19 a aussi mis à nu des difficultés d'exécution. Le manque de préparation aux pandémies aussi bien des pays IDA que des pays non IDA au moment de l'apparition de la COVID-19 a montré clairement que les efforts faits pour briser le cycle de « panique et oubli » qui a suivi les épidémies virales précédentes (SRAS, Ebola et Zika, par exemple) ont été insuffisants. Préparer le monde à affronter la prochaine pandémie passera par une volonté résolue même en l'absence de fléau ou devant des besoins de développement plus impérieux. Enfin, les cycles successifs ont vu l'IDA se doter d'un ensemble de politiques et d'une architecture de plus en plus complexes. Ces attributs ont aidé l'institution à se concentrer sur les principaux problèmes de développement, mais peuvent réduire son agilité à s'adapter à l'évolution de la demande des clients, notamment devant des situations d'urgence inattendues. Le problème s'est aggravé durant IDA-19. Pour la suite, l'IDA devra continuer de concilier les ajustements à ses politiques et son architecture sous l'impulsion des pays avec la souplesse qui demeure l'élément central de son modèle opérationnel.

Un regard prospectif permet de voir que les besoins de financement des pays IDA resteront importants.

L'éradication de l'extrême pauvreté et la réalisation des Objectifs de développement durable sont compromises, à cause non seulement de la pandémie, mais aussi du changement climatique et de la fragilité grandissante, entre autres problèmes. Bon nombre de pays IDA réduisent leurs dépenses publiques alors qu'ils ont besoin d'investir davantage pour retrouver les acquis perdus. Les pays IDA sont de plus en plus menacés de surendettement et continueront d'avoir besoin de financements extérieurs importants, notamment de l'IDA, au moment où ils s'emploient à se relever, se reconstruire et réaliser les objectifs de développement à long terme. Dans le même temps, l'institution sera appelée à en faire plus face à la question des biens publics mondiaux qui polarise de plus en plus l'attention. Son modèle financier hybride lui a permis de doubler l'effet de levier des contributions financières des bailleurs de fonds depuis IDA-17 et il peut continuer à augmenter les contributions aux prochaines reconstitutions, mais il ne peut pas répondre à tous les besoins. L'IDA tient compte du risque de surendettement dans son examen de l'admissibilité au financement sous forme de dons. Les financements sous forme de dons sont tributaires des bailleurs de fonds. Devant l'accroissement des risques de surendettement et de la fragilité, la part des dons dans les engagements de l'IDA a elle aussi augmenté au fil du temps, conférant ainsi aux contributions des bailleurs de fonds une importance grandissante.

Le présent rapport met les pleins feux sur les réalisations et les leçons apprises au cours de ce cycle extraordinaire. La rétrospective s'articule autour de six parties. Le présent résumé analytique est suivi de la section intitulée « L'IDA en bref », qui récapitule les principales données tirées du cycle. Le premier chapitre revient sur le contexte d'IDA-19, y compris sur les crises qui ont marqué son exécution de bout en bout, et décrit la manière dont l'IDA y a répondu. Le chapitre 2 présente les résultats et les engagements stratégiques, donnant des exemples concrets du travail de l'IDA. Le chapitre 3 expose la manière dont l'architecture de l'IDA a permis de compléter les allocations par pays par des financements destinés aux grandes priorités. Le chapitre 4 examine les premiers enseignements tirés de ce cycle, notamment ceux qui déterminent la mise en œuvre en cours d'IDA-20. Les annexes font un compte rendu détaillé du système de gestion des résultats, des engagements

stratégiques et des guichets de financement de l'IDA. Au cours des premiers échanges sur les sujets et les priorités qu'ils souhaitent voir abordés dans le rapport, les Délégués à l'IDA ont indiqué qu'ils voulaient une rétrospective faisant un compte rendu sincère de la manière dont la Banque a vécu ses interventions durant ce cycle exceptionnel. À cet effet, les observations des chefs d'équipe de projet, les fonctionnaires du Groupe de la Banque mondiale qui collaborent étroitement avec les clients à la préparation et à l'accompagnement de l'exécution des opérations financées par l'IDA, étayent les informations présentées tout au long du rapport. En tant que personnel de première ligne, les chefs d'équipe de projet avaient une vue rapprochée de la riposte du Groupe de la Banque mondiale à la pandémie. Couplées aux commentaires des clients et des bénéficiaires de l'IDA, les observations des chefs d'équipe de projet illustrent avec force les expériences uniques découlant de la mise en œuvre d'IDA-19.



IDA-19 - En bref

Présentation générale



Crédits
USD 49,6 milliards
66 %

Dons
USD 25,4 milliards
34 %

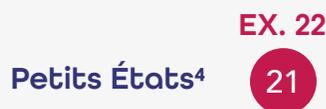
606
opérations
au total

— Total des engagements au titre d'IDA-19, Guichet de promotion du secteur privé inclus
USD 76,7 milliards

74
Pays admis
à emprunter
à l'IDA



Pays en situation de fragilité et de conflit³



3
Pays à statut exceptionnel
Moldova, Mongolie, Ukraine

0
Pays sortis du régime IDA

3
Pays reclassés
Cambodge, Mauritanie, Sénégal

¹ Dans cette section « IDA-19 en bref », le total des engagements exclut le Guichet de promotion du secteur privé, sauf indication contraire.

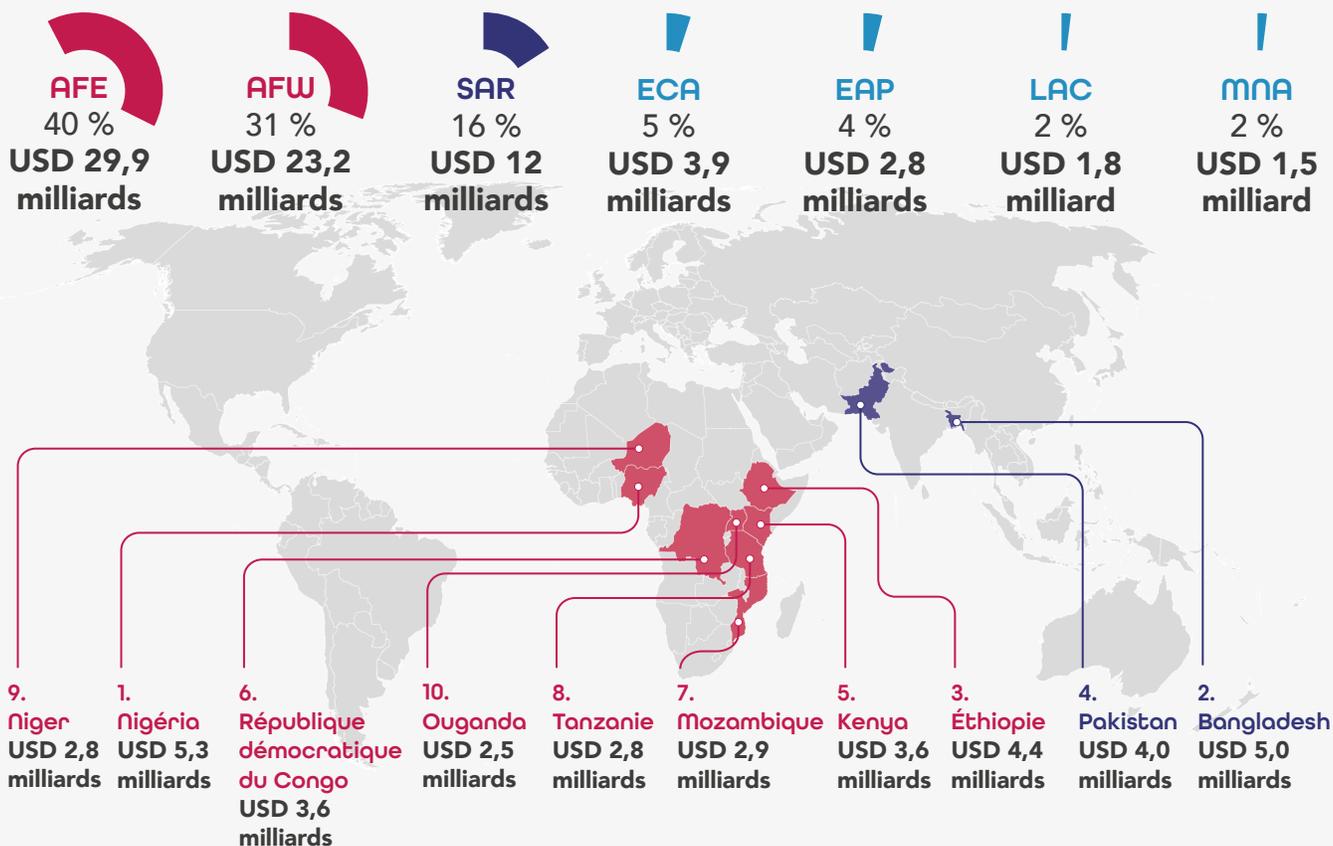
² Érythrée, République arabe syrienne et Zimbabwe, classés dans la catégorie des pays dont les prêts sont improductifs, et Myanmar en raison de la suspension des opérations.

³ Les pays en situation de fragilité et de conflit (FCS) désignent les pays figurant sur la liste harmonisée des situations fragiles du Groupe de la Banque mondiale pour les exercices budgétaires correspondants.

⁴ Les petits États désignent les pays dont la population ne dépasse pas 1,5 million de personnes (à l'exercice 22, 21 pays IDA étaient concernés).

Engagements

Par région et dans les 10 plus grands pays bénéficiaires



Par secteur



Par Guichet de financement

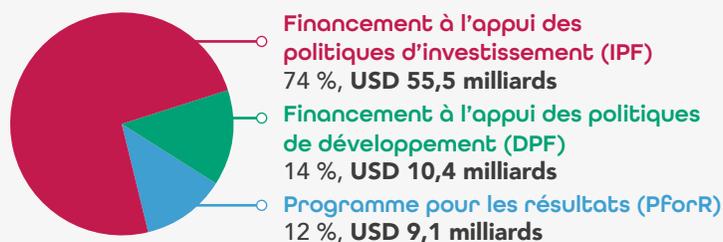


Financement de l'action climatique

Total du Financement climatique au titre d'IDA-19



Par instrument de prêt



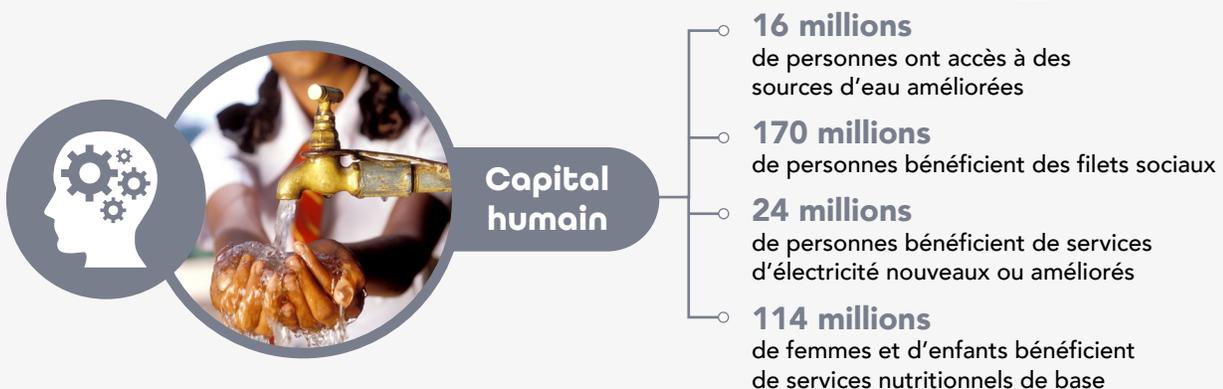
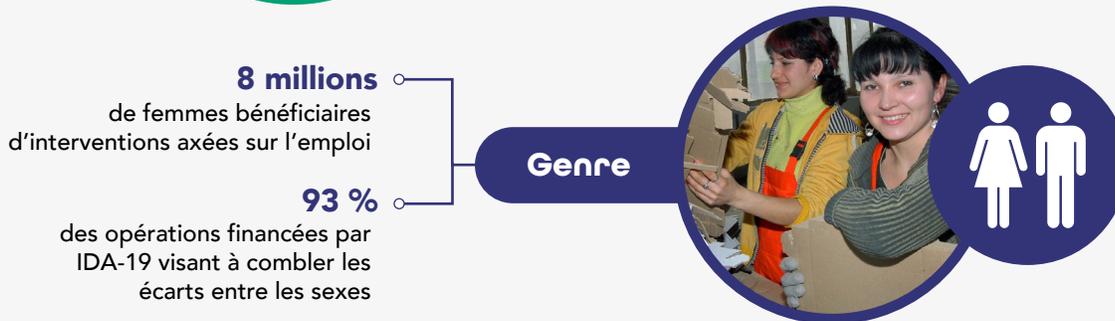
Décaissements

USD 44,1 milliards

Total des décaissements au titre d'IDA-19

USD 22,9 milliards EX. 21 USD 21,2 milliards EX. 22

Principaux résultats d'IDA-19 (EX. 21 et 22)



N.B. : Les données du RMS d'IDA-19 comprennent les résultats des Exercices 21 et 22

Évolutions de la fourniture des financements durant IDA-19

Figure ES 1. **Accroissement de la part de l'IDA dans le total des prêts de la Banque mondiale**

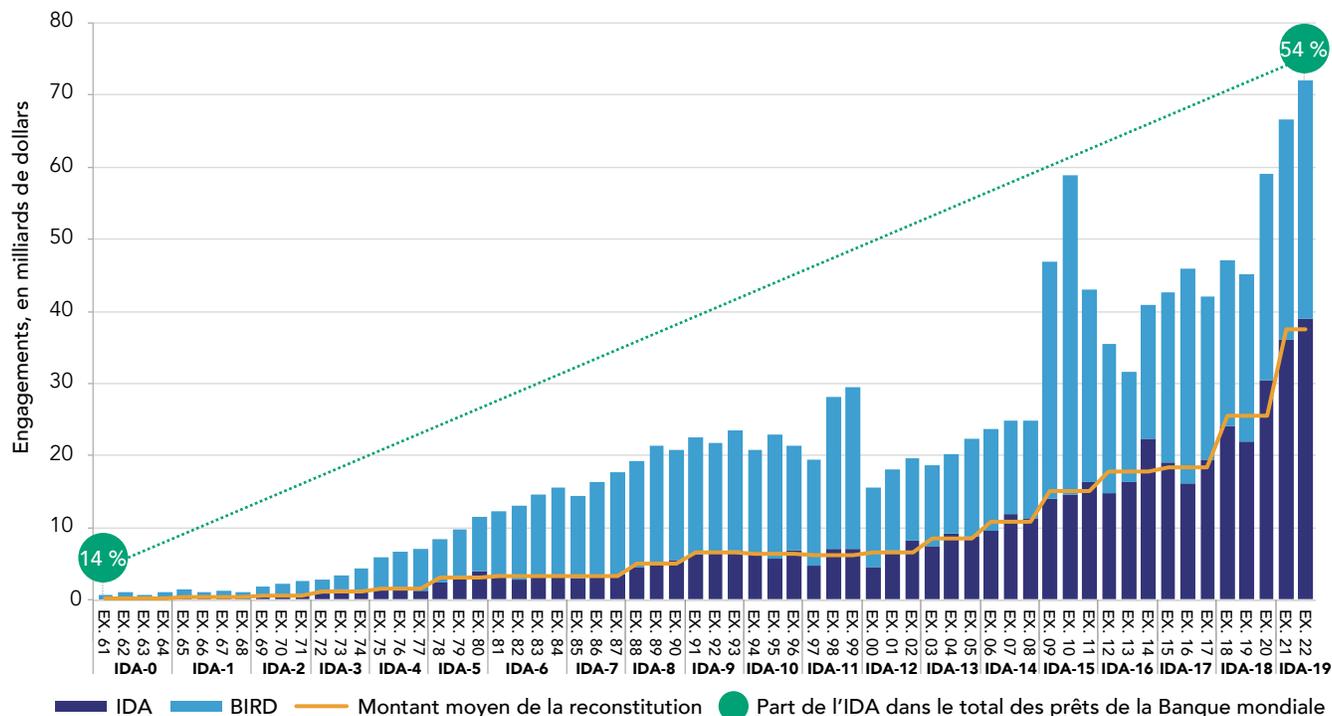


Figure ES 2. **Total des engagements au titre d'IDA-19 quasiment identique à celui d'IDA-18, malgré un cycle plus court**

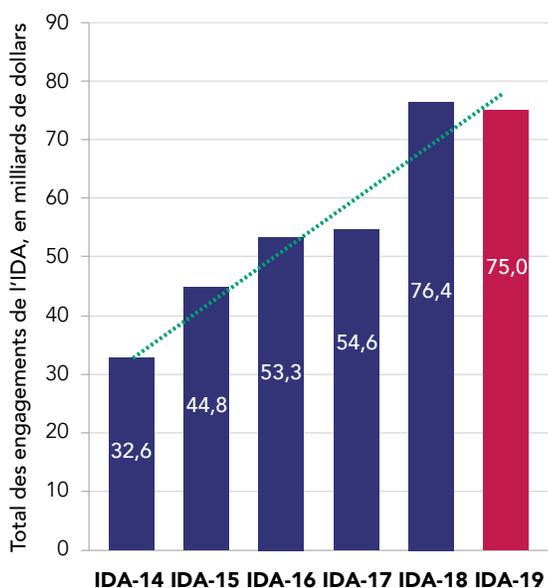
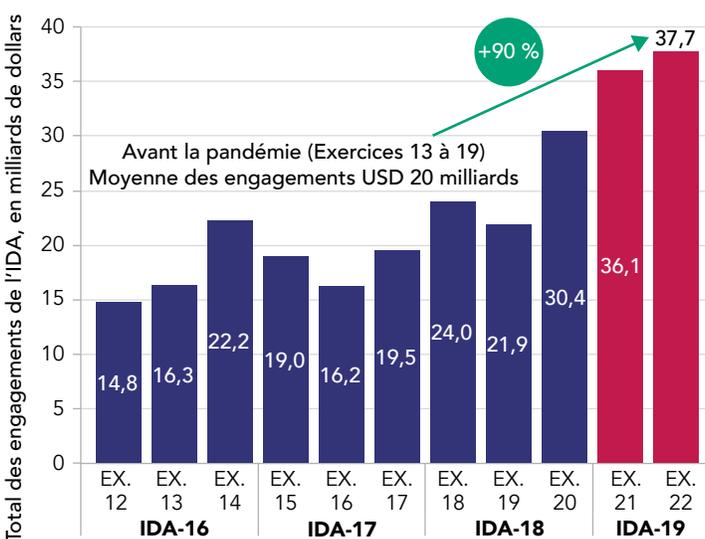


Figure ES 3. **Accroissement considérable des financements durant IDA-19 par rapport à la moyenne des engagements avant la COVID-19**



N.B. : L'exercice 22 ne couvre pas quatre projets au titre d'IDA-19 approuvés durant l'exercice 23 pour un montant de 1,2 milliard de dollars et qui accroissent l'enveloppe totale d'IDA-19 à 75 milliards de dollars (compte non tenu du PSW).

Figure ES 4.

La part des dons dans le total des engagements de l'IDA s'est considérablement accrue durant IDA-19 en raison des vulnérabilités grandissantes liées à la dette pendant la COVID-19

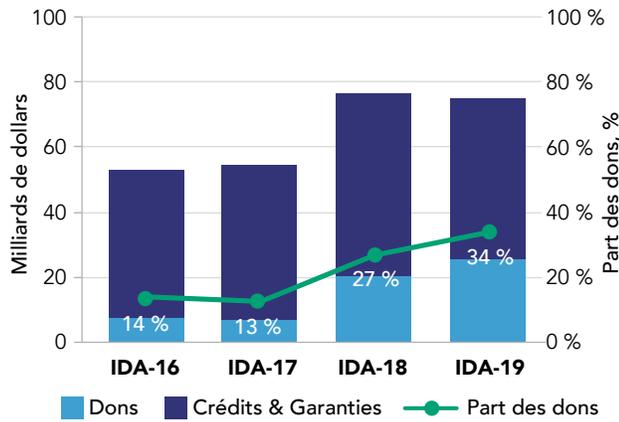
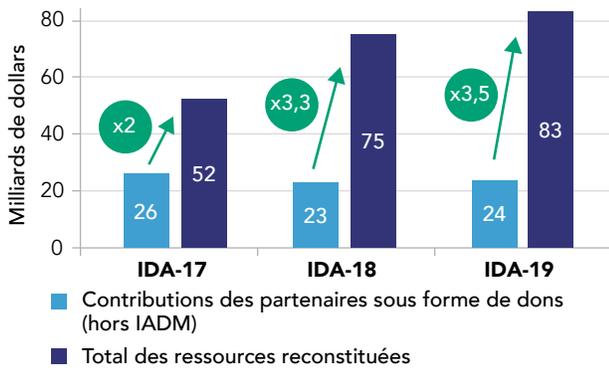


Figure ES 5.

L'effet de levier des contributions des bailleurs de fonds a presque doublé depuis IDA-17



N.B. : Les contributions des bailleurs de fonds sont exprimées en dollars. Le montant de l'enveloppe d'IDA-19 est passé de 82 (montant arrêté de la reconstitution) à 83 milliards de dollars, le milliard de dollars supplémentaire étant destiné au financement exceptionnel des opérations en Ukraine.



Figure ES 6.

Presque 6 dollars levés pour chaque dollar investi par le Guichet de promotion du secteur privé

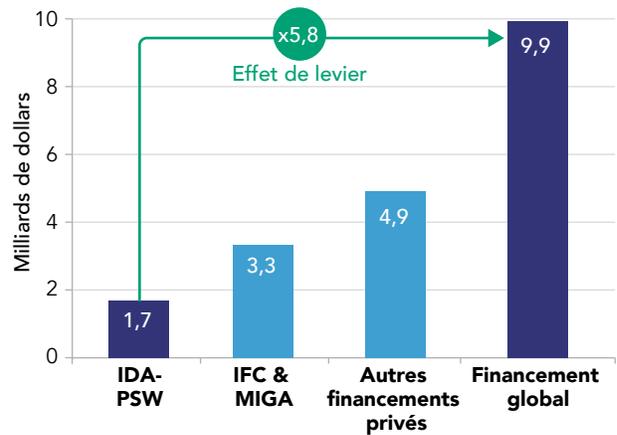


Figure ES 7.

Les financements de l'IDA en faveur de l'Afrique ont augmenté

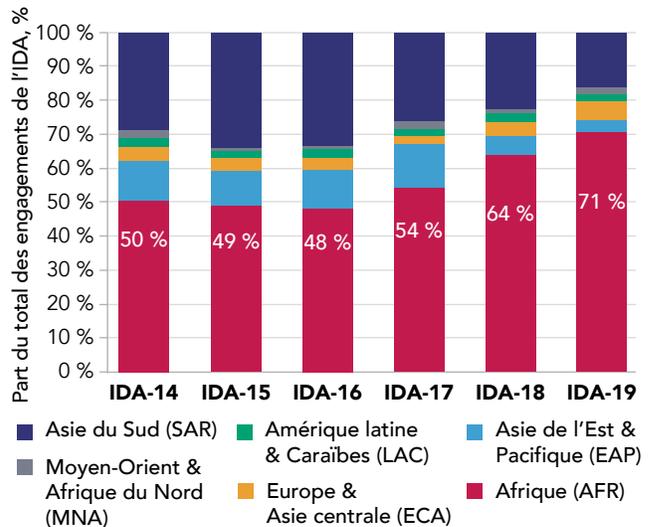


Figure ES 8.

Le financement total d'IDA-19 en direction des pays FCS a quasiment triplé depuis IDA-16

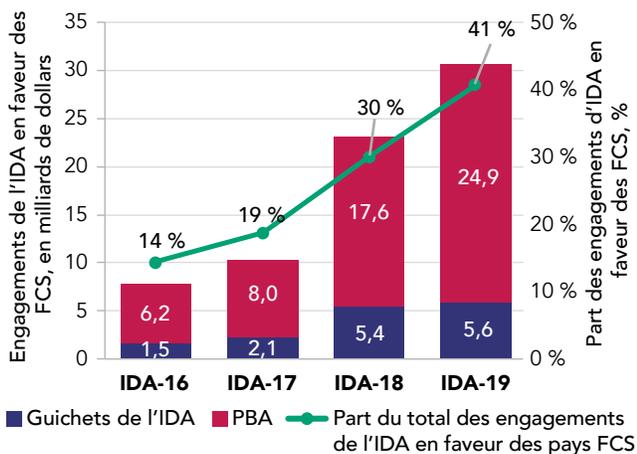
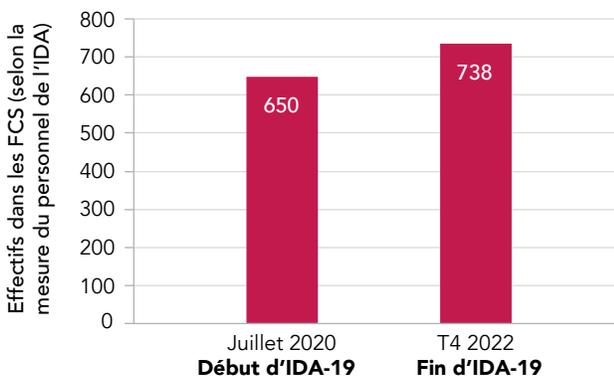


Figure ES 9.

Augmentation régulière des effectifs dans les pays FCS



N.B. : Les effectifs dans les pays FCS, qui ont pâti de la pandémie et des troubles politiques, ont progressivement augmenté pour atteindre 747 au deuxième trimestre de l'exercice 23.

Figure ES 10.

Les financements de l'IDA en faveur des petits États ont augmenté durant IDA-19

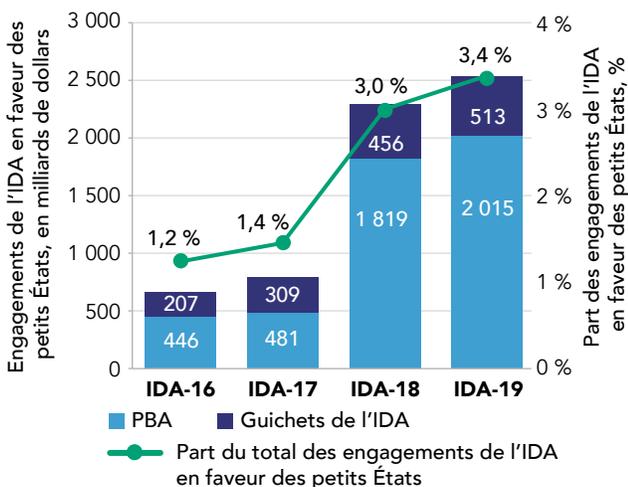


Figure ES 11.

La part des financements climatiques de l'IDA s'est accrue, davantage sous forme de dons

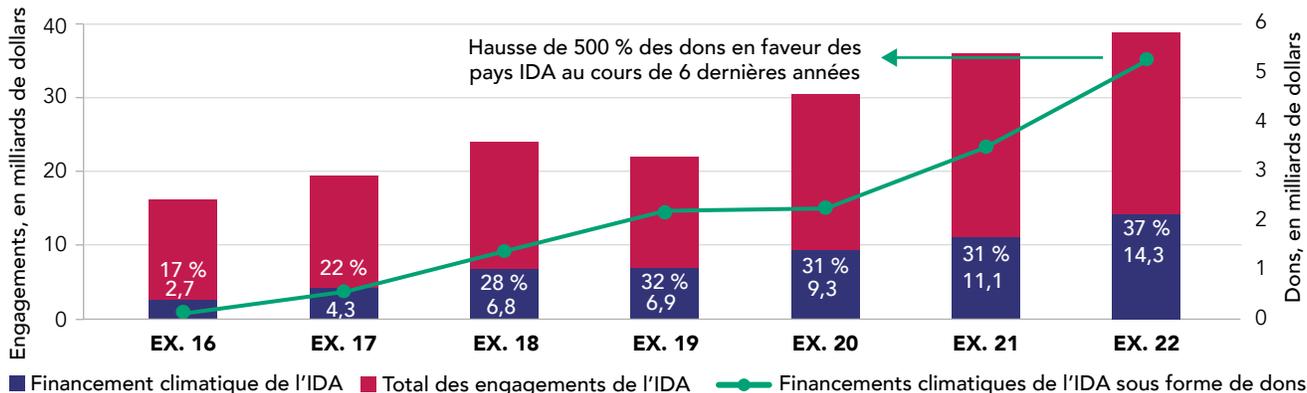
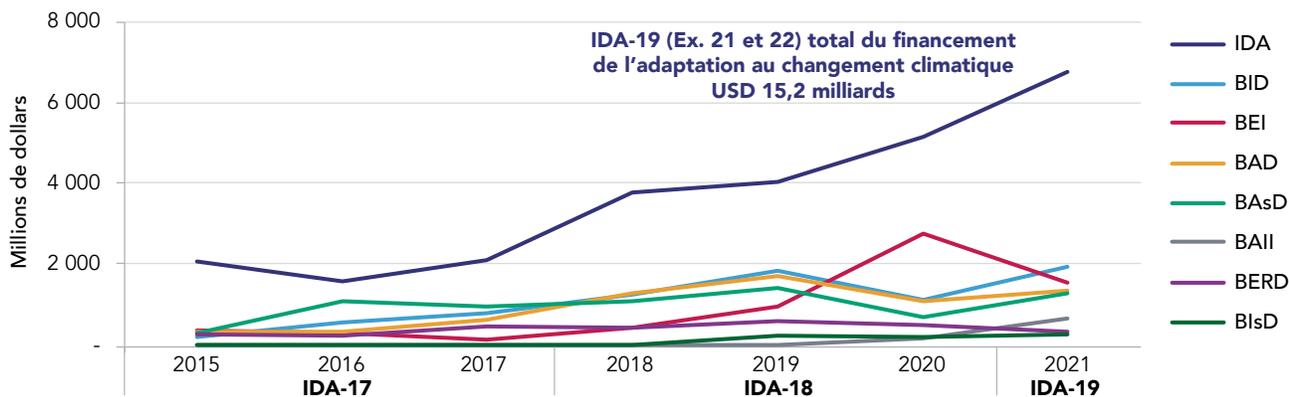


Figure ES 12.

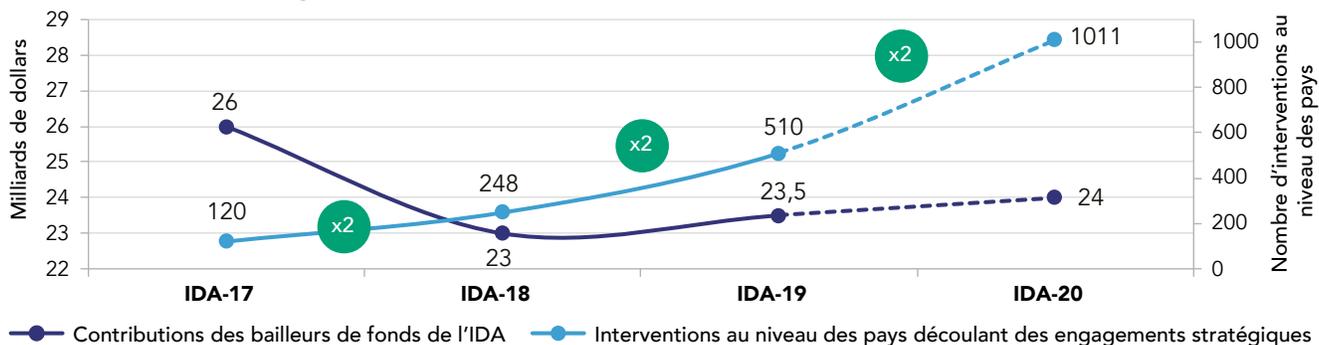
L'IDA a considérablement accru son financement de l'adaptation au changement climatique, montrant la voie à d'autres BMD



N.B. : Les données 2015 - 2021 du rapport conjoint des BMD sur le financement climatique présentent le financement des mesures d'adaptation dans tous les pays d'intervention des BMD ; l'IDA utilise l'exercice budgétaire tandis que les BMD se basent sur l'année civile ; le financement total des mesures d'adaptation au changement climatique s'élève à 15,2 milliards de dollars pour IDA-19 (Exercices 21 à 22). Toutefois, le diagramme ne tient pas compte des données de l'IDA pour l'exercice 22, car aucune comparaison n'est possible avec les autres BMD dont les données pour la même période ne sont pas encore disponibles.

Figure ES 13.

Si les contributions des bailleurs de fonds restent au point mort, les interventions nationales de la part des pays IDA en ce qui concerne les engagements stratégiques ont considérablement augmenté



N.B. : Les contributions des bailleurs de fonds sont exprimées en dollars. Les interventions au niveau des pays sont celles menées par les clients de l'IDA dans le cadre des programmes nationaux, comme convenu dans les engagements stratégiques. Elles englobent généralement l'appui de l'IDA aux investissements, aux analyses, aux cadres généraux ou aux stratégies. Les engagements stratégiques pour lesquels le nombre d'interventions nationales est incertain (par exemple, 35 % de projets d'infrastructure) et ceux concernant les avantages annexes sont comptabilisés comme nuls. Les actions de l'IDA (par exemple, ajustements aux orientations de la Banque) sont comptées comme nulles.

Figure ES 14.

Plus de deux tiers de financements de projets d'investissement dans le total des engagements au titre d'IDA-19, inversant la tendance baissière

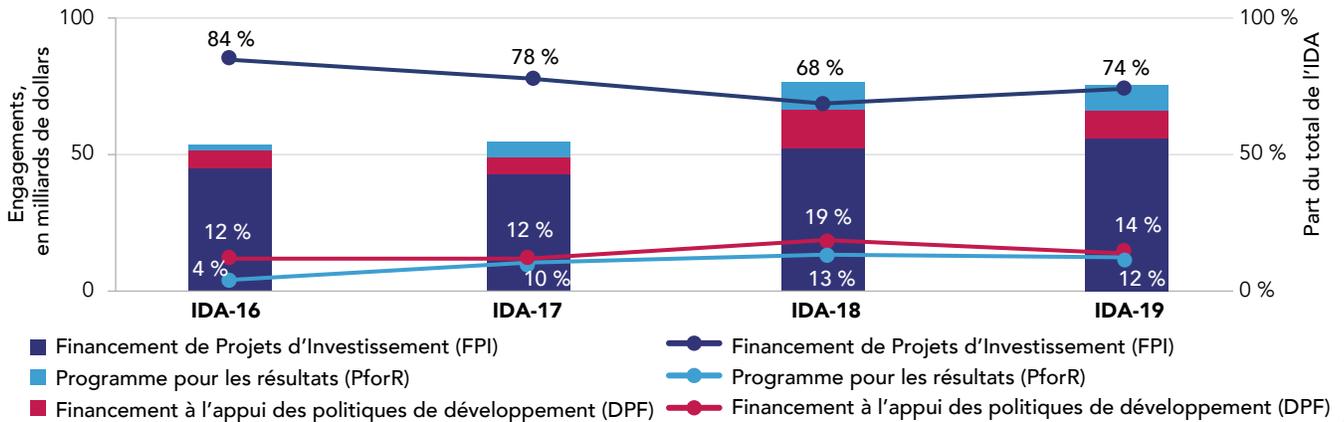
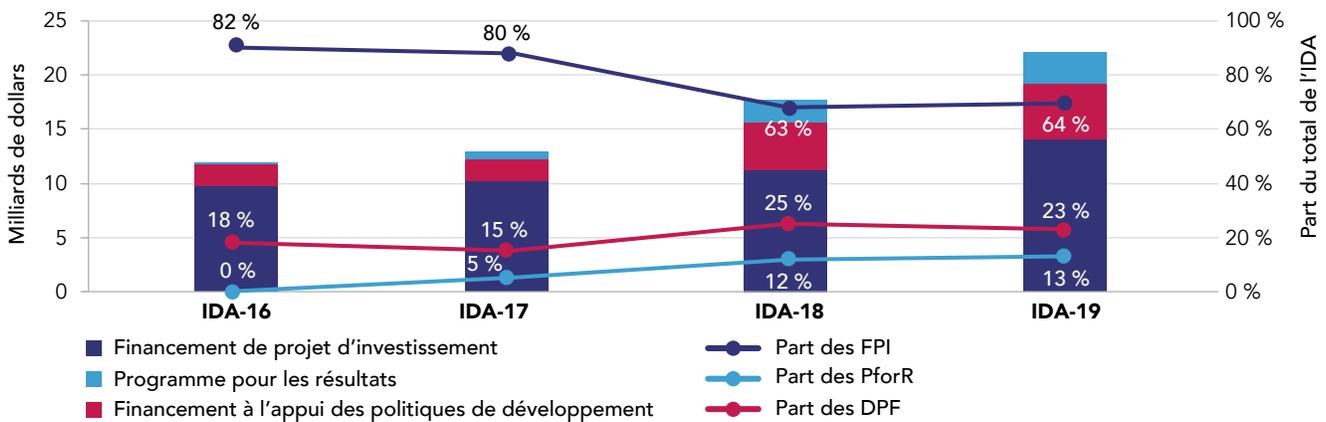


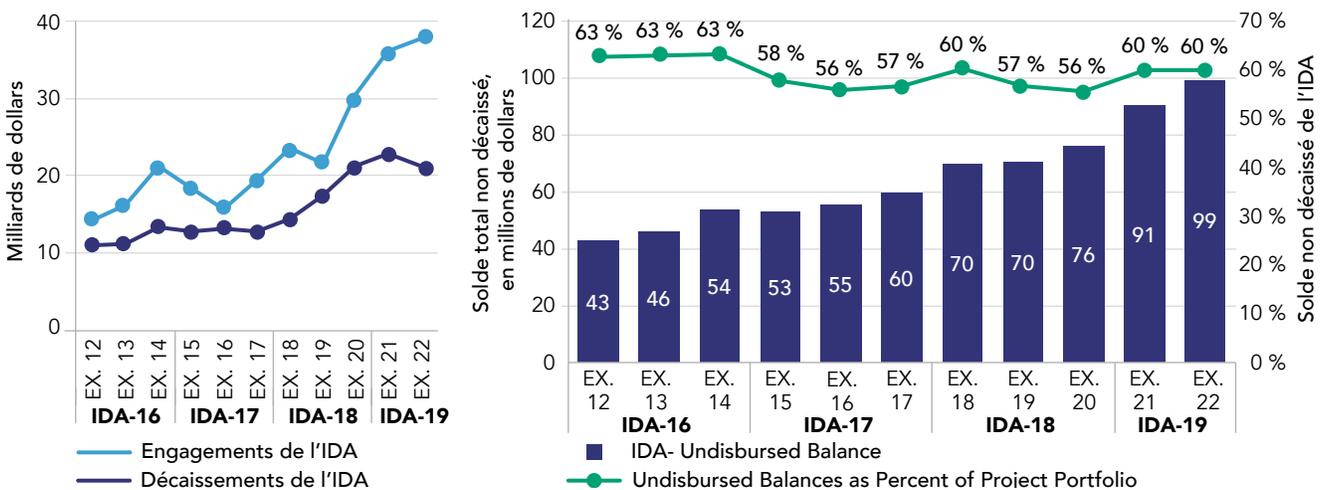
Figure ES 15.

La moyenne des décaissements s'est accrue durant IDA-19 par rapport à IDA-18



Figures ES 16. ES 17.

La part des soldes non décaissés dans le portefeuille des projets demeure absolument conforme aux valeurs moyennes malgré une forte augmentation du portefeuille, démontrant ainsi la capacité d'exécution de l'IDA et la capacité d'absorption des pays admis à bénéficier de l'aide de l'IDA





1818 H Street NW
Washington DC 20433
202-473-1000
ida.worldbank.org